

DEPARTEMENT <i>Isère</i> CANTON <i>Bourgoin Jallieu</i> COMMUNE <i>Bourgoin Jallieu</i>	REPUBLICQUE FRANÇAISE LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE  ARRETE DU MAIRE N° DST-C–T-2026–610
Arrêté Temporaire Modifiant la Circulation et le Stationnement des Véhicules Du lundi 06 juillet au vendredi 28 aout 2026–avenue des Alpes, rue Edouard Marion, avenue Emile Zola, avenue Gambetta, rue Clémenceau, rue Edouard Marion, parking rue Edouard Marion Pendant des travaux d'extension du réseau de chaleur	

Le Maire de la Commune de Bourgoin-Jallieu,

Vu les articles 2212-1, 2212-2, 2213-1 et 2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'il appartient au Maire de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules dans les limites du territoire de la Commune,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – 8<sup>e</sup> partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents,

Vu la demande présentée par ENERTUBE- 20 rue Paul Cézanne – 69330 Meyzieu - qui sollicite l'autorisation d'effectuer des travaux d'extension du réseau de chaleur, avenue des Alpes, rue Edouard Marion, avenue Emile Zola, avenue Gambetta, rue Clémenceau, rue Edouard Marion, parking rue Edouard Marion, Du lundi 06 juillet au vendredi 28 aout 2026, et qui prend l'engagement de subvenir aux frais de balisage et de signalisation ainsi que de décharger expressément la commune et ses représentants de toutes les responsabilités civiles, en ce qui concerne tous les risques éventuels et notamment les conséquences des dommages qui pourraient être causés aux personnes ou aux biens par le fait d'un accident survenu au cours ou à l'occasion du chantier et s'engage à supporter ces mêmes risques et déclare être assurée à cet effet auprès d'une compagnie française agréée par le Ministère du travail,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1

Du lundi 06 juillet au vendredi 28 aout 2026, afin de réaliser des travaux d'extension du réseau de chaleur, les dispositions suivantes seront prises en matière de circulation et de stationnement avenue des Alpes, rue Edouard Marion, avenue Emile Zola, avenue Gambetta, rue Clémenceau, rue Edouard Marion, parking rue Edouard Marion :

#### Prescriptions générales

- Mise en place de la signalétique réglementaire « Travaux », de jour comme de nuit, à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise.
- Mise en place de barrières de protection et de cônes K5a.
- Le stationnement sera interdit au droit des travaux.
- La vitesse sera limitée à 30km/h.
- Un cheminement des piétons sera maintenu et balisé par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux (larg. mini : 1.40).
- Le chantier devra rester propre en permanence.
- Mise en place de protection contre les projections et le poinçonnement.
- Les abords seront remis en état après l'intervention (signalisation horizontale et verticale, pavage, espaces verts).
- Autorisation de stocker du matériel sur des places de stationnement

#### Prescriptions particulières

- Avenue des Alpes, la chaussée de l'avenue des Alpes sera rétrécie avec circulation à double sens sur les voies Nord ou sud selon l'avancement des travaux. Le Tourne à gauche sur l'avenue des Alpes ainsi que sa traversée depuis le côté sud de la rue Edouard Marion seront interdits. Obligation de tourner à droite en direction de Grenoble.
- Avenue Gambetta, l'avenue sera barrée entre le boulevard Emile Zola et la rue Clémenceau dans le sens de circulation Nord-Sud, une déviation suivie sera mise en place via le boulevard Emile Zola.

- Rue Clémenceau, la rue sera barrée à la circulation entre l'avenue Gambetta et la rue Edouard Herriot, une déviation suivie sera mise en place via les voies adjacentes.
- Rue Edouard Herriot, la chaussée sera rétrécie

#### Prescriptions techniques

- Découpe propre de l'enrobé à la scie.
- Evacuation complète de la fouille.
- Apport en gravier-tout venant 0/80 par couche de 20cm compacté.
- Réfection provisoire enrobé à froid.
- Réfection définitive et immédiate, soignée, en enrobée chaud-formule 0/10 à raison de 180kg/m<sup>2</sup> sur chaussée.
- Réfection définitive et immédiate, soignée, en enrobée chaud-formule 0/6 à raison de 120kg/m<sup>2</sup> sur trottoir.
- Emulsion des lèvres sur la tranchée.
- Remise en état des abords après intervention (signalisation horizontale et verticale, pavage, espaces verts).

La sécurisation et la signalisation seront conformes à l'instruction interministérielle précitée.

#### ARTICLE 2

La signalisation réglementaire, de jour comme de nuit, sera mise en place par le demandeur, sous sa responsabilité, ainsi que toutes les mesures relatives à la protection et à la circulation des piétons, ainsi que les personnes à mobilité réduite (sa fixation s'effectuera par des lestages appropriés).

#### ARTICLE 3

Le demandeur devra afficher la nature et la durée des travaux, ainsi que la personne à contacter. Il est rappelé que l'affichage du présent arrêté, sur le site, est **obligatoire**.

#### ARTICLE 4

Toutes les voies et places concernées par le présent arrêté devront demeurer accessibles, à tout instant, aux services de secours, au SMUR, et à tous les véhicules de lutte contre l'incendie.

#### ARTICLE 5

Si, pour des raisons imprévues, les travaux ne pouvaient être exécutés dans les délais impartis, les dispositions du présent arrêté seraient prorogées, et ce, après accord des Services Municipaux. Les conséquences financières seraient elles-mêmes appliquées conformément à l'article 2.

#### ARTICLE 6

Les véhicules en stationnement irrégulier pourront faire l'objet d'un enlèvement immédiat pour mise en fourrière, conformément au code de la route, notamment à l'article R 417.10.

#### ARTICLE 7

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative (R 421.1 et suivants), le tribunal administratif de Grenoble peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa publication ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir, soit :

- à compter de la notification de la décision de l'autorité territoriale
- à compter de la date de la décision implicite de rejet de la réclamation (silence gardé pendant plus de deux mois sur la réclamation).

#### ARTICLE 8

Le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de Police, Madame la directrice des Services Techniques Municipaux, tous les Agents de la Force Publique et les Agents de la Police Municipale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché.

Fait à Bourgoin-Jallieu, le vendredi 3 avril 2026

Séverine REVEL

Directrice des Services Techniques

